

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(CNAM)**

**50, avenue du Professeur André LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20
France**

**Objet de la consultation :
PROGRAMME NATIONAL D'ASSURANCE 2026-2029 : ASSURANCE
RESPONSABILITE ET RISQUES ANNEXES – RESPONSABILITES MEDICALES POUR
LE GROUPE UGECAM**

N° de marché : MA.2025.2070

**Assurance « Responsabilité et Risques Annexes » et « Responsabilités
Activités Médicales » pour le Groupe UGECAM**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4	CADRE REGLEMENTAIRE	4
ARTICLE 5	DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 6	DUREE.....	4
ARTICLE 7	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 8	NOTE DE COUVERTURE ET ATTESTATION D’ASSURANCE.....	5
ARTICLE 9	ARTICULATION DU MARCHÉ ENTRE LA CNAM ET LE GROUPE UGECAM ET GESTION DES CONTRATS.....	6
ARTICLE 10	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	7
ARTICLE 11	PRIX DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 12	REGULARITE FISCALE ET SOCIALE	10
ARTICLE 13	MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT.....	11
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 15	CESSION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 16	CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 17	CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	16
ARTICLE 18	LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ.....	17
ARTICLE 19	RESILIATION DU MARCHÉ.....	18
ARTICLE 20	LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	19

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la souscription du Programme Nationale d'Assurance 2026-2029 : Assurance responsabilité et risques annexes - Responsabilité activités médicales pour le Groupe UGECAM).

ARTICLE 2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

La consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2121-8, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

En tant que Caisse Nationale, la CNAM est habilitée à passer des marchés pour le compte d'organismes en application de l'article L. 224-12 du code de la Sécurité Sociale, modifié par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009. La CNAM est ainsi l'organisme en charge de la passation de la procédure pour le réseau de l'Assurance Maladie (CNAM et UGECAM).

Le présent marché n'est pas alloti.

Spécificités : bons de commande

Le marché possède une partie dite « accord-cadre avec émission de bons de commande ».

Chaque UGECAM membre du Groupe UGECAM pourra émettre un bon de commande visant à la souscription de la « Protection Juridique étendue ».

En application de l'article R2162-4, il sera décliné en marchés à bons de commande sans engagement sur un nombre d'UGECAM minimum mais avec un nombre maximum d'UGECAM soit 13 UGECAM.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bon de commande par le Pouvoir Adjudicateur (articles R. 2162-13 et R.2162-17).

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des documents contractuels énumérés infra et accepter toutes les clauses qu'ils comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les originaux de l'ensemble des documents, qui font seule foi, sont conservés par l'administration.

Les documents contractuels du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et leurs annexes « Modalités de fonctionnement » ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les bons de commande émis lors de l'exécution du marché ;
- Les éventuelles modifications au marché ;
- L'offre technique du Titulaire, comprenant les conventions spéciales et conditions générales de l'assureur.

Les documents applicables prioritairement, annulent et remplacent les conventions spéciales et conditions générales dans leurs dispositions contradictoires ou moins favorables pour l'acheteur.

Ainsi, la CNAM en cas d'absence de réserves ou d'observations mentionnées ci-avant, ne pourra se voir opposer une mesure ou clause moins favorable, ou ayant pour conséquence une limitation de son indemnisation.

Il est convenu entre les parties qu'en cas de divergence entre ces différents textes, il sera toujours fait application des dispositions les plus favorables à l'Assuré.

ARTICLE 4 CADRE REGLEMENTAIRE

Le présent marché constitue un marché public de service d'assurance. Il est fait application des dispositions prévues au Code de la commande publique et au Code des assurances.

ARTICLE 5 DESIGNATION DES PRESTATIONS

Le détail des prestations est repris dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 6 DUREE

Le marché est d'une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de prise d'effet.

Le marché prendra effet au 1^{er} janvier 2026 et arrivera à échéance le 31 décembre 2029. Le marché peut être résilié chaque année à la date d'anniversaire du 1^{er} janvier.

En cas de résiliation par l'une des parties, quelle qu'en soit la clause, un préavis de six (6) mois devra être respecté.

ARTICLE 7 MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE
--

7.1 Mode de passation des commandes au Titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché et jusqu'au dernier jour de validité de ce dernier, chaque UGECAM membre du Groupe UGECAM pourra émettre un bon de commande pour souscrire la garantie suivante :

- Souscription à la garantie « Protection juridique ».

Ces bons de commande seront émis en fonction des besoins de chaque UGECAM.

Chaque bon de commande est signé par le Directeur de l'UGECAM concernée ou toute autre personne habilitée à signer lesdits bons de commande.

Les bons de commande sont transmis par courriel au(x) Titulaire(s).

Chaque bon de commande comporte, a minima au Titulaire :

- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- L'adresse de l'UGECAM émettrice du bon de commande ;
- Le nom de la garantie à laquelle l'UGECAM souscrit ;
- Le prix HT de la garantie ;
- La TVA ;
- Le prix TTC de la garantie.

Le Titulaire a l'obligation d'accuser réception du (des) bon(s) de commande dans les deux (2) jours ouvrés suivant la notification.

7.2 Résiliation d'un bon de commande portant sur la garantie « Protection juridique »

Chaque UGECAM pourra résilier le bon de commande par lequel elle a souscrit à la garantie « Protection juridique » dans les conditions prévues à l'article 19.6 du présent CCAP.

ARTICLE 8 NOTE DE COUVERTURE ET ATTESTATION D'ASSURANCE

8.1 Note de couverture

Dans les dix (10) jours calendaires qui suivent la notification, le Titulaire s'engage à remettre à chaque souscripteur une note de couverture qui fait référence aux garanties prévues et justifiant de la co-assurance à 100%.

8.2 Attestation d'assurance

Chaque année, au mois de janvier, le Titulaire s'engage à remettre à chaque souscripteur une attestation d'assurance, au plus tard, le 31 janvier.

Le Titulaire s'engage également à remettre une attestation d'assurance lors de la première année d'exécution, à la même date.

ARTICLE 9 ARTICULATION DU MARCHÉ ENTRE LA CNAM ET LE GROUPE UGECAM ET GESTION DES CONTRATS
--

9.1 Articulation générale du marché

Le marché est passé par la CNAM pour le bénéfice du groupe UGECAM et de ses membres en application des dispositions de l'article L. 224-12 du Code de la santé publique.

A ce titre, la CNAM coordonne de manière générale l'exécution du marché et intervient dans les cas suivants :

- Avenants ;
- Confidentialité ;
- Références commerciales ;
- Règlement général sur la protection des données ;
- Litiges et attribution de compétence ;
- Changement de situation du Titulaire ;
- Cession ;
- Sous-traitance ;
- Régularité fiscale et sociale.

La gestion du marché sera assurée par chaque UGECAM.

9.2 Interlocuteur privilégié pour la gestion des contrats

Le Titulaire devra transmettre à chaque UGECAM, au plus tard dans les cinq (5) jours calendaires suivants la notification du marché, le nom et les coordonnées (ligne téléphonique directe, télécopie, adresse de courrier électronique) de l'interlocuteur privilégié en charge de l'exécution des prestations.

Cet interlocuteur devra pouvoir donner les informations relatives à l'avancement des déclarations en cours, transmettre tout document nécessaire à l'acheteur souscripteur et apporter des réponses à ses différentes interrogations.

En cas de changement d'interlocuteur privilégié, le Titulaire concerné devra en informer l'acheteur souscripteur sans délai, par courriel.

9.3 Co-traitance et co-assurance

En cas de co-assurance, celle-ci doit obligatoirement couvrir l'intégralité du marché concerné.

La co-assurance s'exercera conformément aux dispositions prévues au Code des assurances.

L'Apériteur est chargé de gérer le marché pour compte commun. Il est l'interlocuteur privilégié du souscripteur et à ce titre, il est notamment chargé de représenter l'ensemble des co-assureurs auprès du souscripteur, d'encaisser l'intégralité des cotisations, d'en assurer la répartition entre les co-assureurs et de gérer les sinistres.

Si en cours d'exécution un des membres du groupement se retire de la co-assurance, la CNAM peut accepter, par avenant, le remplacement du co-assureur partant par un autre membre du groupement, sous réserve que les conditions d'exécution restent strictement inchangées. Il peut également faire le choix de poursuivre son exécution en co-assurance incomplète ou résilier le marché.

ARTICLE 10 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'exécution du présent marché peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CNAM ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;

- Apporter l'aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CNAM de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CNAM, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD)¹ ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CNAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CNAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la CNAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (article 37 RGPD).

De son côté, tout au long du marché, la CNAM s'engage à :

- Transmettre ses instructions de manière documentée ;

¹ Il est convenu entre la CNAM et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la CNAM s'engage à utiliser.

- Sans préjudice du devoir de conseil du Titulaire, vérifier que chacune de ses instructions est licite au regard de la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ;
- Répondre aux demandes du Titulaire et lui transmettre sans délai toute information ou document dont le Titulaire aurait besoin pour maintenir sa conformité à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ou répondre à toute requête provenant d'une autorité de contrôle ;
- Communiquer au Titulaire, dès la signature du présent marché, l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données ; en cas de changement, en informer le Titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données ;
- Informer le Titulaire immédiatement de toute requête, audit ou contrôle déclenché par une autorité de contrôle qui concernerait ou impliquerait, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du Titulaire suivant les conditions prévues au présent article ;
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de sa prise de connaissance d'un tel événement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées ;
- Conduire une analyse d'impact sur la vie privée, pour tous les traitements de données à caractère personnel susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, et pour les types d'opérations de traitement listés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 35 du Règlement.

Modalités de réalisation d'un audit RGPD hors audit déclenché par une autorité de contrôle :

- Au maximum, un audit par an pourra être conduit afin de vérifier que le Titulaire est en conformité avec les obligations du RGPD ;
- En cas de demande de la CNAM de réalisation d'un audit, le Titulaire sera informé au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa réalisation ;
- Cet audit pourra être assuré par la CNAM ou un auditeur tiers non concurrent du Titulaire. Si un auditeur tiers a la charge de l'audit, il sera conduit aux frais exclusifs de la CNAM et soumis à un engagement de confidentialité.
-

ARTICLE 11 PRIX DU MARCHÉ

11.1 Détermination des prix

Les prix de règlement des prestations ou primes, objet du marché, sont renseignés au BPU.

Les prix sont soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

11.2 Contenu des prix

Seront mentionnés aux documents financiers (BPU) :

- Le prix ou le taux hors taxes et toutes taxes comprises ;
- L'assiette de prime ;
- La prime nette de taxes et la prime toutes taxes incluses ;
- L'indice public en adéquation avec l'objet du marché.

Ces éléments sont ceux valables à la date de prise d'effet des garanties permettant le calcul de la prime.

Par application des dispositions de l'article R. 2112-13 du Code de la Commande Publique, la révision des primes pendant la durée du marché sera assise sur la variation de l'assiette de prime seulement.

Pour la partie Responsabilité Civile :

Sur la variation de l'assiette de prime seulement.

- Paiement de la prime provisionnelle appelée en début de période ;
- Paiement de la prime actualisée en fin de période à l'échéance principale du marché : prime de l'année x calculée selon l'assiette au 31 décembre de l'année x – 1, déclarée courant janvier de l'année x par le pouvoir adjudicateur.

Pour la partie Protection juridique :

Des bons de commande annuels pourront être émis par les organismes du Groupe UGECAM pour souscrire à la garantie « protection juridique » dont le montant de chaque commande est déterminé forfaitairement selon le prix mentionné au Bordereau Unitaire des Prix.

- Paiement de la prime forfaitaire après émission du bon de commande dans le cadre du marché subséquent conclu par les organismes ;
- Pour les années suivantes la prime est déterminée comme il suit : prime forfaitaire par organisme ne faisant pas l'objet de révision.

ARTICLE 12 REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- ⇒ En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;
- ⇒ En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire remet à la CNAM la liste nominative des

salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire concerné.

ARTICLE 13 MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

13.1 Avance

Sans objet.

13.2 Périodicité de règlement

Dès la prise d'effet du marché, puis à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier, et après vérification des factures Responsabilité et Protection Juridique, les organismes procèdent au règlement correspondant.

Pour la partie Responsabilité civile, une prime de régularisation sera appelée en fin de période et après vérification de la facture, les organismes procèdent au règlement correspondant.

13.3 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les Titulaires sont informés que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro. Les organismes informeront les Titulaires du rejet de leur facture par courriel ou par courrier et l'inviteront à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, les Organismes informeront les Titulaires du rejet de leur facture par message généré via Chorus Pro et l'inviteront à réadresser via le portail leur facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE ;
A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

13.4 Modalités de transmission des factures

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal du Titulaire tel que précisé dans l'Acte d'Engagement ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le cas échéant, le numéro de bon de commande ;
- Les prestations effectuées ;
- Le prix unitaire H.T, et le prix T.T.C ;
- Le prix total HT, prix total TTC.
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

13.5 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

L'organisme se libère des sommes dues en exécution des prestations en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de l'organisme règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par l'organisme concerné des prestations dans les conditions prévues au présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le Titulaire renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le marché si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires au Pouvoir Adjudicateur souscripteur pour le paiement.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues par le Code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations objet du présent marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à six cents (600) € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la CNAM.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CNAM des prestations sous-traitées.

La CNAM se réserve le droit de sanctionner toute sous-traitance occulte par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

ARTICLE 15 CESSIION DU MARCHE

Le Titulaire ne peut le céder sans un accord préalablement écrit de la CNAM. Il doit informer la CNAM de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire doit informer la CNAM dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise Titulaire à qui le marché est transféré ou cédé.

La cession du marché ne peut être acceptée par la CNAM si elle est jugée irrégulière.

La CNAM peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion-absorption notamment, lorsque l'activité assurant les prestations objet du présent marché est reprise par un repreneur qui présente au moins les mêmes compétences et garanties aux yeux de la CNAM et qui accepte les termes et conditions du présent marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par la CNAM, le marché fera l'objet d'une modification par avenant constatant son transfert au nouveau Titulaire. Dès le jour d'effet de la cession et sans formalité supplémentaire, tous les documents en la possession du Titulaire concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent marché devront être remis à la CNAM.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE

16.1 Définition

Le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

16.2 Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

16.3 Obligations du Titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution du marché :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution d'un marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Procéder à la destruction, à échéance du marché, de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

16.4 Dommages & intérêts en cas de non-respect de la présente clause

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect, par le Titulaire, de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

16.5 Limites de responsabilité

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 17 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

17.1 Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier, sans délai, à l'acheteur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son relevé d'identité bancaire ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Les organismes bénéficiaires s'engagent aussi dans ce sens.

17.2 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'acheteur.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie du journal d'annonces légales.

17.3 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'acheteur et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de la CNAM sur la poursuite de l'exécution des prestations par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société doit apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

La CNAM vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

ARTICLE 18 LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ

Les documents contractuels composant le marché doivent comporter un exemplaire en langue Française ; seul cet exemplaire fait foi entre les Parties. Les frais de traduction afférents à la livraison de la documentation seront à la charge du Titulaire qui s'y oblige.

Durant l'exécution du marché, la langue Française sera imposée pour la rédaction des livrables associés aux prestations du Titulaire et notamment la tenue des réunions, la rédaction des comptes rendus de ces réunions et la rédaction des documents de travail.

Si un document a été rédigé en Français et en Anglais, seul l'exemplaire en langue Française fera foi entre les Parties.

Le Titulaire devra par ailleurs garantir que le personnel affecté au marché devra s'exprimer couramment en langue française, sauf autorisation expresse de la CNAM.

ARTICLE 19 RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié avant leur date d'expiration normale dans les cas prévus ci-après et dans les conditions fixées par la Législation en vigueur :

19.1 Organisme disposant du pouvoir de résiliation

La CNAM est seule habilitée à pouvoir résilier ces marchés.

19.2 Résiliation par la CNAM ou le Titulaire

La CNAM disposant du pouvoir de résiliation, tout comme le Titulaire, peuvent résilier le marché à chaque date d'anniversaire du marché, soit le 1^{er} janvier, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois.

La décision de résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le délai court à partir de la date figurant sur le cachet de la Poste.

19.3 Cas spécifiques de résiliation par le Titulaire

Le marché peut être résilié par le Titulaire :

- En cas de non-paiement des primes (article L. 113.3 du Code des assurances) ;
- En cas d'aggravation du risque (article L. 113.4 du Code des assurances) ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113.9 du Code des assurances).

19.4 Cas spécifiques de résiliation par la CNAM disposant du pouvoir de résiliation

Le marché peut être résilié par la CNAM :

- En cas de diminution du risque si le Titulaire ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L113.4 du Code des assurances) ;
- En application des dispositions des articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

Le Titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

19.5 Résiliation de plein droit

Le marché concerné peut être résilié de plein droit :

- En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L.121.9 du Code des assurances) ;
- En cas de retrait de l'agrément d'un des Titulaires (article L. 326.12 du Code des assurances) ;
- En cas de réquisition de propriété de la chose assurée (article L. 160.6 du Code des assurances).

Le Titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

19.6 Résiliation d'un bon de commande portant sur la garantie « Protection juridique »

Chaque UGECAM membre du Groupe UGECAM peut résilier le bon de commande émis dans les mêmes cas et conditions que ceux énumérés ci-dessus. Cependant, le préavis de résiliation est ramené à un mois.

ARTICLE 20 LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE
--

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent marché, la loi française est seule applicable.

La CNAM et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le Titulaire et la CNAM doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à la CNAM dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CNAM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le litige persiste, la CNAM ou le Titulaire du marché peut soumettre tout différend qui les oppose au Comité consultatif amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux dispositions de l'article L 2397-1 du Code de la Commande Publique.

Alternativement, toujours en cas de persistance du différend, la CNAM et/ou le Titulaire peut recourir à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, le tribunal compétent pour traiter les litiges nés de l'exécution du marché est :

Greffe du tribunal administratif de Paris :

sis au 7, rue de JOUY, F-75181 Paris cedex 04

Site internet : <http://www.ta-paris.juradm.fr>

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tél. : 01 44 59 44 00

Fax : 01 44 59 46 46